

# Rapport financier 2011

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Brossard

Code géographique : 58007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion, atteste la véracité du rapport financier

de Brossard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.  
(Nom de l'organisme)

Date 2012-04-11 Signature \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------

## **Section I - États financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Brossard qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Brossard au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Brossard inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

---

'Comptable agréé auditeur permis n° 12429

Brossard, Québec

DATE 2012-04-11

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	112 114 600	114 234 852		114 234 852	108 751 535
Paiements tenant lieu de taxes	2	1 129 900	1 242 074		1 242 074	1 305 429
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 868 500	4 649 455		4 649 455	2 993 225
Services rendus	5	3 394 900	3 791 669		3 791 669	5 777 369
Imposition de droits	6	4 388 500	9 433 277		9 433 277	8 243 645
Amendes et pénalités	7	1 607 500	1 616 340		1 616 340	2 011 774
Intérêts	8	805 000	1 499 870		1 499 870	1 105 908
Autres revenus	9		925 711		925 711	1 262 176
	10	126 308 900	137 393 248		137 393 248	131 451 061
<b>Investissement</b>						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	7 385 000	6 896 938		6 896 938	10 335 158
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		77 198		77 198	1 493 285
Autres	15		5 612 674		5 612 674	(177 104)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	7 385 000	12 586 810		12 586 810	11 651 339
	18	133 693 900	149 980 058		149 980 058	143 102 400
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	24 055 154	23 778 563	396 035	24 174 598	21 934 652
Sécurité publique	20	24 731 622	24 782 634		24 782 634	23 970 762
Transport	21	22 619 713	24 243 374	6 572 114	30 815 488	26 703 796
Hygiène du milieu	22	13 413 778	13 257 261	5 030 572	18 287 833	18 068 322
Santé et bien-être	23	814 265	855 252		855 252	807 443
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 405 080	3 369 388	132 407	3 501 795	3 358 990
Loisirs et culture	25	16 379 088	14 881 659	1 981 476	16 863 135	16 201 345
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	7 382 800	7 237 140		7 237 140	7 777 814
Amortissement des immobilisations	28	10 691 530	14 112 604	( 14 112 604 )		
	29	123 493 030	126 517 875		126 517 875	118 823 124
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	10 200 870	23 462 183		23 462 183	24 279 276

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	10 200 870	23 462 183	24 279 276
Moins: revenus d'investissement	2 (	7 385 000 ) (	12 586 810 ) (	11 651 339 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	2 815 870	10 875 373	12 627 937
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	10 691 530	14 112 604	11 926 251
Produit de cession	5			177 481
(Gain) perte sur cession	6			(125 523)
Réduction de valeur	7			233 120
	8	10 691 530	14 112 604	12 211 329
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9		54 270	139 728
Réduction de valeur	10			48 318
	11		54 270	188 046
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			28 608
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		8 023	38 706
	15		8 023	67 314
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		167 598	1 770 758
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 330 600 ) (	9 200 374 ) (	8 705 129 )
	18	(9 330 600)	(9 032 776)	(6 934 371)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	) (	126 363 ) (	369 848 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(4 176 800)		39 989
Réserves financières et fonds réservés	22		(4 331 012)	(4 298 564)
Montant à pourvoir dans le futur	23			
Financement des investissements en cours	24			
	25	(4 176 800)	(4 457 375)	(4 628 423)
	26	(2 815 870)	684 746	903 895
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		11 560 119	13 531 832

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	7 385 000	12 586 810	11 651 339
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	4 282 000 )	270 179 )	780 766 )
Sécurité publique	3 (	) (	) (	) (
Transport	4 (	30 521 054 )	19 517 832 )	17 726 316 )
Hygiène du milieu	5 (	9 656 746 )	8 947 689 )	6 372 958 )
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (
Loisirs et culture	8 (	8 267 400 )	1 989 264 )	6 255 131 )
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (
	10 (	52 727 200 )	30 724 964 )	31 135 171 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	) (	203 075 )	1 096 740 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (	) (
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	15 457 200	13 649 213	3 885 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14		126 363	369 848
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16	29 885 000	5 746 072	9 137 592
Réserves financières et fonds réservés	17		1 523 258	4 561 670
	18	29 885 000	7 395 693	14 069 110
	19	(7 385 000)	(9 883 133)	(14 277 801)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		2 703 677	(2 626 462)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	13 965 300	13 891 194	12 544 093
<b>Charges sociales</b>	2	3 553 100	3 286 303	4 076 622
<b>Biens et services</b>	3	21 823 100	22 464 183	21 133 377
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	7 099 800	6 844 632	7 431 424
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	283 000	392 508	346 390
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	64 740 600	64 783 632	60 088 560
Autres	10			
Autres organismes	11	438 300	434 686	759 220
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	10 691 530	14 112 604	11 926 251
<b>Autres</b>				
- Mauvaises créances	13	898 300	262 616	249 100
- Pertes sur inventaire et autre	14		15 979	238 233
- Subventions aux propriétaires	15		29 538	29 854
	16	123 493 030	126 517 875	118 823 124

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	112 114 600	114 234 852	108 751 535
Paiements tenant lieu de taxes	2	1 129 900	1 242 074	1 305 429
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 253 500	11 546 393	13 328 383
Services rendus	5	3 394 900	3 791 669	5 777 369
Imposition de droits	6	4 388 500	9 433 277	8 243 645
Amendes et pénalités	7	1 607 500	1 616 340	2 011 774
Intérêts	8	805 000	1 499 870	1 105 908
Autres revenus	9		6 615 583	2 578 357
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	133 693 900	149 980 058	143 102 400
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	24 571 140	24 174 598	21 934 652
Sécurité publique	13	24 731 622	24 782 634	23 970 762
Transport	14	27 350 642	30 815 488	26 703 796
Hygiène du milieu	15	17 291 687	18 287 833	18 068 322
Santé et bien-être	16	814 265	855 252	807 443
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 411 270	3 501 795	3 358 990
Loisirs et culture	18	17 939 604	16 863 135	16 201 345
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	7 382 800	7 237 140	7 777 814
	21	123 493 030	126 517 875	118 823 124
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	10 200 870	23 462 183	24 279 276
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		298 360 481	274 081 205
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		298 360 481	274 081 205
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		321 822 664	298 360 481

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	10 200 870	23 462 183	24 279 276
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	52 727 200 ) (	30 724 964 ) (	31 135 171 )
Produit de cession	3			177 481
Amortissement	4	10 691 530	14 112 604	11 926 251
(Gain) perte sur cession	5			(125 523)
Réduction de valeur	6			233 120
	7	(42 035 670)	(16 612 360)	(18 923 842)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(148 805)	(908 694)
Variation des stocks de fournitures	9		66 723	795
Variation des autres actifs non financiers	10		72 582	(72 201)
	11		(9 500)	(980 100)
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	(31 834 800)	6 840 323	4 375 334
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(90 673 631)	(95 048 965)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(90 673 631)	(95 048 965)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16		(83 833 308)	(90 673 631)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	71 239 510	60 798 230
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	37 260 511	39 700 467
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	125 431	133 454
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<b>108 625 452</b>	<b>100 632 151</b>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	17 012 578	20 322 550
Revenus reportés (note 11)	13	675 672	614 090
Dette à long terme (note 12)	14	172 698 510	166 303 142
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 072 000	4 066 000
	16	<b>192 458 760</b>	<b>191 305 782</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	<b>(83 833 308)</b>	<b>(90 673 631)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 13)	18	399 877 892	383 265 532
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	4 572 834	4 424 029
Stocks de fournitures	20	579 785	646 508
Autres actifs non financiers (note 15)	21	625 461	698 043
	22	<b>405 655 972</b>	<b>389 034 112</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>321 822 664</b>	<b>298 360 481</b>
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 462 183	24 279 276
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 112 604	11 926 251
Autres			
- Gain/radiation immobilisations	3		107 597
- Réduction valeur placement	4	8 023	38 706
	5	37 582 810	36 351 830
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 439 956	2 644 296
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(3 309 972)	4 985 996
Revenus reportés	9	61 582	(33 537)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 994 000)	1 776 000
Propriétés destinées à la revente	11	(148 805)	(908 694)
Stocks de fournitures	12	66 723	795
Autres actifs non financiers	13	72 582	(72 201)
	14	34 770 876	44 744 485
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 30 724 964 )	( 31 135 171 )
Produit de cession	16		177 481
	17	(30 724 964)	(30 957 690)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		28 608
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		28 608
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	18 360 520	5 655 758
Remboursement de la dette à long terme	24	( 11 697 731 )	( 9 502 309 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(267 421)	60 885
Autres			
-	27		
-	28		
	29	6 395 368	(3 785 666)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	10 441 280	10 029 737
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	60 798 230	50 768 493
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>1</sup></b>	32	71 239 510	60 798 230

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Brossard (la "Ville") a été reconstituée à compter du 1er janvier 2006 en vertu du décret 967-2005 adopté le 19 octobre 2005 à la suite de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) et de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c.E-20.001), ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus ont été partagés avec la Ville de Longueuil.

### 2. Principales méthodes comptables

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

#### C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

##### Stocks

Les marchandises en stock sont comptabilisées au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

##### Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats mais retirée aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

#### D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**E) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la municipalité sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées:

- Régimes de retraite des cols blancs de la Ville de Longueuil à l'égard des participants cols blancs employés de la Ville de Brossard
- Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil à l'égard de certains participants cadres employés de la Ville de Brossard
- Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

La méthode utilisée pour obtenir la valeur actuarielle de l'actif consiste à calculer les rendements sur les placements obtenus depuis le 1er janvier 2007 par rapport aux rendements anticipés selon l'hypothèse de l'évaluation actuarielle et à amortir les différences sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**F) Montant à pourvoir dans le futur**

S/O

**G) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, les subventions, les durées de vie utiles des immobilisations aux fins de l'amortissement, l'établissement des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs et des réclamations en justice.

**Dépenses reportées**

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au prix coûtant.

**Provision pour contestations  
d'évaluation**

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Revenus reportés**

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

**Excédent de fonctionnement affecté**

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**Fonds réservés**

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds Parcs et terrains de jeux

Un propriétaire demandant une opération cadastrale a l'obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels ou de verser une somme équivalente à la Ville. Les sommes reçues sont affectées à ce fonds en vue d'acquiescer ou d'aménager des terrains à ces fins.

Fonds de réfection du réseau routier

Ce fonds est alimenté par les revenus annuels de tarification figurant au compte de taxes et au besoin par l'affectation de surplus. Les sommes accumulées dans le fonds servent à couvrir les dépenses effectuées en investissement dans la réfection de réseau routier de la Ville.

Fonds Société Québécoise d'Assainissement des Eaux (SQAE)

Ce fonds représente la part de la Ville dans le fonds d'amortissement créé par la SQAE aux fins du remboursement de la dette à long terme.

Fonds Assurances

Ce fonds a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds sert également à indemniser des tiers pour tout dommage subi et relié à la responsabilité de la Ville.

Fonds réserve foncière

Ce fonds est constitué des sommes provenant de l'excédent de la vente de terrains sur leur coût d'achat et les dépenses admissibles capitalisables, lorsqu'ils ne sont pas comptabilisés aux revenus reportés.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

**Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme**

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

**3. Modification de méthodes comptables**

**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a publié des modifications au chapitre SP-3410 intitulé « Paiements de transfert ». Ces modifications viennent clarifier certains éléments relatifs à la constatation des paiements de transfert. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a publié le chapitre SP-3510 intitulé « Recettes fiscales ». Ce chapitre expose des critères de constatation et d'évaluation propres aux recettes fiscales. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SP-3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-1201 intitulé « Présentation des états financiers ». Ce chapitre remplace l'ancien chapitre SP-1200 existant intitulé également « Présentation des états financiers » et introduit un nouvel état des gains et pertes non réalisés associés aux instruments financiers de la catégorie évaluée à la juste valeur. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	14 823 510	11 903 388
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	12 249 084	9 915 265
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 358 126	6 329 015
Organismes municipaux	8	6 980 704	11 105 839
Autres			
- Divers	9	760 788	419 418
- Avances	10	88 299	27 542
	11	37 260 511	39 700 467
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	5 463 931	1 141 500
Organismes municipaux	13	6 463 400	8 862 900
Autres tiers	14		
	15	11 927 331	10 004 400
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 003 320	750 129
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	125 431	133 454
Autres placements	23		
	24	125 431	133 454
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 226 000	(1 912 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( 2 298 000 )	( 2 154 000 )
	27 (2 072 000)	(4 066 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 1 184 000	2 492 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 212 000	223 000
Régimes à cotisations déterminées	30 595 000	476 000
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 100 000	103 000
	33 2 091 000	3 294 000

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

**Note**

<b>10. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 6 735 113	10 373 839
Salaires et avantages sociaux	38 2 746 266	2 758 193
Dépôts et retenues de garantie	39 4 868 747	3 691 761
Provision pour contestations d'évaluation	40 375 000	475 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Organismes municipaux	42 6 350	13 440
- Intérêts courus sur dette à LT	43 1 447 029	1 486 575
- Autres passifs et éventualités	44 834 073	1 523 742
-	45	
-	46	
	47 17 012 578	20 322 550

**Note**

<b>11. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- C.A.R.R.A	50 198 410	247 315
- Billets, inscriptions, loyer	51 477 262	366 775
	52 675 672	614 090

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
<b>12. Dette à long terme</b>	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,70	2012	2019	53	155 983 733	148 821 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,62	4,99	2012	2015	55	47 710	85 747
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,16	4,16	2012	2033	57	17 334 950	17 796 457
Autres					58		
					59	173 366 393	166 703 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	( 667 883 )	( 400 462 )
					61	172 698 510	166 303 142

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2011</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2012	62	70	9 634 269	78	1 194 543	87	12 740	95	10 841 552
2013	63	71	9 936 337	79	1 196 004	88	10 655	96	11 142 996
2014	64	72	10 228 978	80	1 197 494	89	5 809	97	11 432 281
2015	65	73	10 470 457	81	1 199 015	90	18 506	98	11 687 978
2016	66	74	10 158 984	82	1 200 565	91		99	11 359 549
2017 et +	67	75	105 554 708	83	20 494 327	92		100	126 049 035
	68	76	155 983 733	84	26 481 948	93	47 710	101	182 513 391
Intérêts et frais accessoires				85	( 9 146 998 )			102	( 9 146 998 )
	69	77	155 983 733	86	17 334 950	94	47 710	103	173 366 393

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>13. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	104	65 353 308	132	14 342 271	159	690 879	186	79 004 700
Eaux usées	105	91 921 641	133	13 645 995	160	1 157 694	187	104 409 942
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	160 171 802	134	30 162 453	161	1 856 626	188	188 477 629
Autres	107	26 511 874	135	13 591 782	162	1 566 093	189	38 537 563
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	62 099 687	137	246 295	164		191	62 345 982
Améliorations locatives	110	256 612	138		165		192	256 612
Véhicules	111	2 763 861	139	395 737	166		193	3 159 598
Ameublement et équipement de bureau	112	1 560 171	140	871 058	167		194	2 431 229
Machinerie, outillage et équipement divers	113	2 259 302	141	16 650	168		195	2 275 952
Terrains	114	20 406 075	142	1 899 674	169		196	22 305 749
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>433 304 333</u>	144	<u>75 171 915</u>	171	<u>5 271 292</u>	198	<u>503 204 956</u>
Immobilisations en cours	117	<u>85 679 014</u>	145	<u>(44 446 951)</u>	172		199	<u>41 232 063</u>
	118	<u>518 983 347</u>	146	<u>30 724 964</u>	173	<u>5 271 292</u>	200	<u>544 437 019</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	119	21 778 113	147	2 111 459	174	690 879	201	23 198 693
Eaux usées	120	37 512 611	148	2 610 676	175	1 157 694	202	38 965 593
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	49 659 482	149	5 361 606	176	1 856 626	203	53 164 462
Autres	122	7 993 930	150	1 656 459	177	1 566 093	204	8 084 296
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	15 528 431	152	1 581 682	179		206	17 110 113
Améliorations locatives	125	39 605	153	17 107	180		207	56 712
Véhicules	126	1 442 446	154	178 137	181		208	1 620 583
Ameublement et équipement de bureau	127	1 184 264	155	386 916	182		209	1 571 180
Machinerie, outillage et équipement divers	128	578 933	156	208 562	183		210	787 495
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>135 717 815</u>	158	<u>14 112 604</u>	185	<u>5 271 292</u>	212	<u>144 559 127</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	131	<u>383 265 532</u>					213	<u>399 877 892</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214	25 364 738	217		219		221	25 364 738
Amortissement cumulé	215	( 1 753 398 )	218	( 584 467 )	220	( )	222	( 2 337 865 )
Valeur comptable nette	216	<u>23 611 340</u>					223	<u>23 026 873</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
<b>14. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	224	4 190 067	4 041 262
Immeubles industriels municipaux	225	241 820	241 820
Autres	226	140 947	140 947
	227	4 572 834	4 424 029
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	4 572 834	4 424 029

**Note****15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	625 461	698 043
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	625 461	698 043

**Note****16. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée par divers contrats notamment de location de locaux, de fournitures de biens, de services d'entretien des réseaux et équipements et d'organisation d'activités récréatives. Le montant total des engagements est de 65 427 068\$ jusqu'en 2033 et les versements pour les cinq prochaines années sont :

2012 =	12 835 949 \$
2013 =	9 966 096 \$
2014 =	5 090 939 \$
2015 =	3 632 285 \$
2016 =	3 095 714 \$

Ces engagements incluent une entente survenue entre la Ville de Brossard et la société Canaxor Immobilier inc. concernant un contrat de location d'espaces dans un centre sportif. Le contrat prévoit l'acquisition par la Ville du Centre sportif après une période de 25 ans. Ce contrat est traité comme un contrat de location-acquisition aux fins comptables. La Ville s'est engagée à verser à ce sujet une somme annuelle de 2 074 035 \$ plus taxes pour la location, la gestion et l'entretien du Centre sportif sur une période de 25 ans échéant en 2033.

**17. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

---

**b) Auto-assurance**

Le fonds d'assurance permet à la Ville d'assumer certains risques jusqu'à concurrence des polices d'assurance excédentaires contractées annuellement. Il existe des réclamations en cours au 31 décembre 2011 mais de l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel résultant de ces réclamations n'aurait pas une incidence importante sur la situation financière du fonds d'assurance.

**c) Poursuites**

Toutes les poursuites au titre des années 2006 à 2011 ou avant 2001 contre la Ville font l'objet de discussions en vue de règlement et au 11 avril 2012, il ne subsiste aucun litige pouvant avoir une conséquence financière importante pour la Ville.

Les dossiers de litiges introduits durant la période de fusion avec la Ville de Longueuil (2002-2005) sont gérés par l'Agglomération de Longueuil. Les coûts de résolution de ces litiges sont répartis par une quote-part selon les dispositions de l'article 57 du décret 1214-2005 en proportion de la richesse foncière uniformisée de chacune des municipalités liées de l'Agglomération de Longueuil au 1er janvier 2006.

**d) Autres****ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**18. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**19. Données budgétaires**

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur les données budgétaires présentées à titre comparatif.

---

**20. Marge de crédit**

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 12 000 000 \$ portant intérêt au taux de base. Au 31 décembre 2011, les facilités de crédit à demande ne sont pas utilisées.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 14 499 767	15 221 864
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 66 477 754	50 828 524
Montant à pourvoir dans le futur	3 ( ) ( )	
Financement des investissements en cours	4 (2 415 373)	1 186 282
Investissement net dans les éléments à long terme	5 243 260 516	231 123 811
	6 321 822 664	298 360 481

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Déneigement	7 4 067 000	4 067 000
- Éventualités	8 650 000	3 550 369
- Investissement et dette	9 36 834 879	22 268 246
- Parcs	10 2 867 312	4 080 017
- Réseau aqueduc égout	11 95 486	995 486
- Environnement	12	312 157
- Technologie de l'information	13	1 205 000
-	14	
-	15	
	16 44 514 677	36 478 275
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
<b>Réserves financières</b>		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
<b>Fonds réservés</b>		
Fonds de roulement	27	
Fonds parcs et terrains de jeux	28 176 399	629 311
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 8 231	17 202
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 2 407 086	3 100 783
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 358 157	
<b>Autres</b>		
- Réserve foncière	34 1 274 633	1 925 166
- Assurances	35 2 030 601	1 208 766
- Réfection réseau routier	36 15 707 970	7 469 021
-	37	
	38 21 963 077	14 350 249
	39 66 477 754	50 828 524

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( ) ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	51	11 237 171
Investissements à financer	52 ( )	13 652 544 ) ( )
	53	(2 415 373)
		1 186 282
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	54	399 877 892
Propriétés destinées à la revente	55	4 572 834
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	125 431
Participations dans des entreprises municipales	58	133 454
	59	404 576 157
		387 823 015
<b>Éléments de passif</b>		
Dette à long terme	60	172 698 510
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	667 883
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 ( )	11 927 331 ) ( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ( )	123 421 ) ( )
	64	161 315 641
		156 699 204
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66	161 315 641
		156 699 204
	67	243 260 516
		231 123 811

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le régime est enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (24612) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (0552125). Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée à la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2010, le Régime était capitalisé à 73.9 % et le degré de solvabilité était de 68.1 %. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 9 141 600 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 14 758 100 \$ au 31 décembre 2010. Des cotisations additionnelles sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Les cotisations requises au Régime pour les participants actifs sont de 8 % du salaire pour l'année 2011 et de 9 % du salaire à compter de 2012. Le coût de service courant de l'employeur correspond à 12.80 % de la masse salariale cotisable des participants actifs pour l'année 2011 et de 11.80 % à compter de 2012.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 912 000)	(301 000)
Charge de l'exercice	5 ( 1 184 000 )	( 2 492 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 322 000	881 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>226 000</u>	<u>(1 912 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 29 479 000	27 057 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>36 943 000</u> )	( <u>33 256 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( <u>7 464 000</u> )	( <u>6 199 000</u> )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 690 000</u>	<u>4 287 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 226 000	(1 912 000)
Provision pour moins-value	13 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>226 000</u>	<u>(1 912 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 29 479 000	27 057 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>36 943 000</u> )	( <u>33 256 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>7 464 000</u> )	( <u>6 199 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 310 000	881 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>                    </u>	<u>1 505 000</u>
	21 1 310 000	2 386 000
Cotisations salariales des employés	22 ( 574 000 )	( 356 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>221 000</u> )	( <u>49 000</u> )
	24 515 000	1 981 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 370 000	287 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Autres	30 <u>                    </u>	<u>                    </u>
-	31 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>885 000</u>	<u>2 268 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 048 000	1 899 000
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>1 749 000</u> )	( <u>1 675 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>299 000</u>	<u>224 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 184 000</u>	<u>2 492 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	581 000	595 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( 1 749 000 )	( 1 675 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	(1 168 000)	(1 080 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(2 606 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	(2 277 000)	(1 948 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	28 668 000	25 910 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	12	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	5,50 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,50 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	2,50 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	1	55	1	56	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Brossard parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite pour les cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres de la Ville de Brossard qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé. Comme la totalité des droits des participants est payable du Régime, aucun participant n'a de droits dans le Régime supplémentaire au 31 décembre 2010. Toutefois, un nouvel employé est devenu admissible au Régime supplémentaire en 2011. Étant donné que l'évaluation est basée sur les données au 31 décembre 2010, aucun droit relatif à cet employé n'a été considéré aux fins de notre évaluation. De plus, nous avons jugé que l'effet sur les résultats globaux des régimes d'avantages sociaux n'est pas matériel.

La Ville de Brossard offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 2 154 000 )	( 1 989 000 )
Charge de l'exercice	58 ( 212 000 )	( 223 000 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 68 000	58 000
Passif à la fin de l'exercice	60 ( <u>2 298 000</u> )	( <u>2 154 000</u> )
 <b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 2 106 000 )	( 1 877 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (192 000)	(277 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( <u>2 298 000</u> )	( <u>2 154 000</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 146 000	123 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	146 000	123 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 146 000	123 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (20 000)	6 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	71
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	72
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	73
Autres	73	74
-	74	75
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 126 000	129 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 86 000	94 000
Charge de l'exercice	77 212 000	223 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (65 000)	341 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,25 %	4,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,50 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,10 %	7,89 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,60 %	5,35 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2020	2020
Autres hypothèses économiques	86	87
-	86	87
-	87	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

**Description des régimes et autres renseignements**

Relativement à ses employés cols blancs, la Ville de Brossard participe à un régime interemployeurs administré par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des cols blancs salariés de la Ville de Longueuil. De plus, la Ville de Brossard doit verser des cotisations pour certains de ses employés cadres qui participent à un régime parrainé par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil. Finalement, la Ville de Brossard doit également financer une portion des déficits de ses anciens employés policiers qui participent au Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil. La Ville de Brossard doit comptabiliser ces différents régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

---

**Description des régimes et autres renseignements**

cotisations devant être versées par la Ville de Brossard à ces différents régimes.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 <u>595 000</u>	<u>476 000</u>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
93  Non

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	9	9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	15 000	16 000
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	51 000	55 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	49 000	48 000
98	100 000	103 000

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	173 366 393
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	13 652 544
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 415 316
Débiteurs	8	11 927 331
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 622 284
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	171 054 006
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	14	
Endettement net à long terme	15	171 054 006
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	876 463
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	171 930 469
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	72 609 893
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	244 540 362
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

---

# RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS



**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	88 379 600	91 239 050	85 102 915
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	88 379 600	91 239 050	85 102 915
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 800 000	4 086 800	4 169 914
Égout	11		1 336 017	1 580 873
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	4 140 000	4 295 237	4 217 031
Autres				
-Réseau routier	14	4 176 800	4 352 815	3 663 965
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	9 618 200	8 924 933	10 016 837
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	23 735 000	22 995 802	23 648 620
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	23 735 000	22 995 802	23 648 620
	26	112 114 600	114 234 852	108 751 535

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	69 300	69 826	71 573
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	69 300	69 826	71 573
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	147 400	177 238	165 714
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	730 000	776 400	817 194
	35	877 400	953 638	982 908
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	946 700	1 023 464	1 054 481
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	183 200	218 610	250 948
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	183 200	218 610	250 948
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 129 900	1 242 074	1 305 429

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53	658 700	652 633	650 344
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56		59 935	
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		79 568	8 000
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69		84 143	
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		32 167	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72		713 103	823 901
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	500 000	1 381 646	
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	90 000		12 786
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	10 000	27 598	11 964
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	65 300	64 284	77 580
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	266 900	278 769	287 225
Autres	89	25 000		
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	1 615 900	3 373 846	1 871 800

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	4 385 000	3 819 880
Enlèvement de la neige	98		4 611 950
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 202 404	1 735 471
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	608 535	490 339
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		122 113
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126	3 000 000	266 119
Activités culturelles			3 375 285
Bibliothèques	127		
Autres	128		
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	7 385 000	6 896 938
			10 335 158

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 252 600	1 275 609	1 121 425
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	1 252 600	1 275 609	1 121 425
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	10 253 500	11 546 393	13 328 383

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	465 700	489 749
	144	465 700	489 749
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	6 000	7 276
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	6 000	7 276
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157	115 000	102 815
Réseaux d'égout	158		
	159		33 840
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160	7 000	2 093 418
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	122 000	136 655
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	593 700	633 680
			2 650 325

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	183	773 400	844 617	905 202
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185	30 500	63 813	55 273
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	127 200	106 791	181 134
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	19 000	3 802	40 649
Loisirs et culture	194	1 851 100	2 138 966	1 944 786
Réseau d'électricité	195			
	196	2 801 200	3 157 989	3 127 044
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	197	3 394 900	3 791 669	5 777 369
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	198	388 500	664 145	693 157
Droits de mutation immobilière	199	4 000 000	8 769 132	7 550 488
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	4 388 500	9 433 277	8 243 645
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	203	1 607 500	1 616 340	2 011 774
<b>INTÉRÊTS</b>	204	805 000	1 499 870	1 105 908
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			125 523
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		67 526	186 187
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		283 253	1 493 285
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210		5 493 164	22 896
Autres	211		771 640	750 466
	212		6 615 583	2 578 357

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations 2011		Total	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	1 119 308	1 225 773	105 387	1 331 160	1 275 931
Application de la loi	2	692 993	882 257	9 968	892 225	824 657
Gestion financière et administrative	3	15 159 577	15 169 195	142 666	15 311 861	14 816 001
Greffe	4	1 082 295	1 190 673	106 584	1 297 257	1 215 431
Évaluation	5	1 032 941	1 032 941		1 032 941	832 518
Gestion du personnel	6	610 573	772 313	31 430	803 743	593 633
Autres	7	4 357 467	3 505 411		3 505 411	2 376 481
	8	24 055 154	23 778 563	396 035	24 174 598	21 934 652
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	18 626 655	18 626 650		18 626 650	18 094 377
Sécurité incendie	10	5 725 096	5 725 095		5 725 095	5 404 810
Sécurité civile	11	379 871	430 889		430 889	471 575
Autres	12					
	13	24 731 622	24 782 634		24 782 634	23 970 762
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 471 517	2 303 658	5 520 477	7 824 135	7 015 140
Enlèvement de la neige	15	4 523 179	6 319 575	21 374	6 340 949	3 763 422
Éclairage des rues	16	638 600	671 199	864 365	1 535 564	1 277 957
Circulation et stationnement	17	853 417	815 945	32 766	848 711	785 108
Transport collectif						
Transport en commun	18	14 133 000	14 132 997	1 385	14 134 382	13 862 169
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21			131 747	131 747	
	22	22 619 713	24 243 374	6 572 114	30 815 488	26 703 796



**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>			<u>Réalisations</u>
		<u>Sans ventilation</u>	<u>Sans ventilation</u>	<u>Ventilation de</u>	<u>Total</u>	<u>2010</u>
		<u>de l'amortissement</u>	<u>de l'amortissement</u>	<u>l'amortissement</u>		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 638 693	1 889 884	2 663	1 892 547	1 297 657
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 351 775	1 242 402	2 155 680	3 398 082	3 025 378
Traitement des eaux usées	25	2 477 832	2 455 699	9 703	2 465 402	2 250 829
Réseaux d'égout	26	1 031 322	961 708	2 667 909	3 629 617	3 301 692
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 335 741	1 325 691	4 132	1 329 823	964 114
Élimination	28	2 101 695	3 229 106		3 229 106	4 288 204
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	913 778	843 947	144 517	988 464	1 141 250
Tri et conditionnement	30	2 094 695	716 386		716 386	1 480 817
Matières organiques						
Collecte et transport	31	76 500	86 256		86 256	
Traitement	32		192 712		192 712	
Matériaux secs	33					
Autres	34		54 462		54 462	
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	391 747	259 008	45 968	304 976	318 381
Autres	39					
	40	13 413 778	13 257 261	5 030 572	18 287 833	18 068 322
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	791 765	824 237		824 237	787 864
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	22 500	31 015		31 015	19 579
	44	814 265	855 252		855 252	807 443
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 301 094	3 268 035	132 407	3 400 442	3 260 240
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	35 000	29 538		29 538	29 854
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	68 986	71 815		71 815	68 896
Autres	50					
Autres	51					
	52	3 405 080	3 369 388	132 407	3 501 795	3 358 990

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Budget 2011</u>	<u>Réalizations 2011</u>		<u>Réalizations</u>	
		<u>Sans ventilation</u>	<u>Sans ventilation</u>	<u>Ventilation de</u>	<u>Total</u>	
		<u>de l'amortissement</u>	<u>de l'amortissement</u>	<u>l'amortissement</u>	<u>Réalizations</u>	
					<u>2010</u>	
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 261 984	2 041 017	89 971	2 130 988	2 046 199
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 997 128	1 772 870	618 942	2 391 812	2 256 929
Piscines, plages et ports de plaisance	55	744 696	726 602	52 251	778 853	786 204
Parcs et terrains de jeux	56	4 696 416	4 241 142	706 531	4 947 673	4 514 886
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	298 775	281 955		281 955	271 280
Autres	59					
	60	9 998 999	9 063 586	1 467 695	10 531 281	9 875 498
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 833 673	1 613 915	165 877	1 779 792	1 729 453
Bibliothèques	62	4 097 595	3 753 025	334 805	4 087 830	4 151 216
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	448 821	451 133	13 099	464 232	445 178
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	6 380 089	5 818 073	513 781	6 331 854	6 325 847
	67	16 379 088	14 881 659	1 981 476	16 863 135	16 201 345
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	7 006 900	6 746 817		6 746 817	7 304 789
Autres frais	70	92 900	97 815		97 815	126 635
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	278 000	385 000		385 000	318 000
Autres	72	5 000	7 508		7 508	28 390
	73	7 382 800	7 237 140		7 237 140	7 777 814
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	74	10 691 530	14 112 604	( 14 112 604 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Brossard (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

---

'Comptable agréé auditeur permis n° 12429

Brossard, Québec

DATE 2012-04-11

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-10 10:11:16

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		<u>114 143 522</u>
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u>                    </u>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	8 670	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	(100 000)	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>	10 <u>(91 330)</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<u>114 234 852</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	114 234 852
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	(100 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>114 134 852</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	27 460 942	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>27 460 942</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>86 673 910</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 <sup>2</sup>	1 <u>8 532 746 620</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2011 <sup>2</sup>	2 <u>8 632 083 320</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>8 582 414 970</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>86 673 910</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>8 582 414 970</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2011</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">9</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">9</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
<b>Infrastructures</b>				
Conduites d'eau potable	1	5 540 520	5 385 644	4 705 083
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 821 226	3 473 546	1 546 470
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	26 067 434	16 390 098	11 398 573
Ponts, tunnels et viaducs	7	798 000	116 666	1 181 830
Système d'éclairage des rues	8	1 173 440	1 601 953	314 644
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 603 000	1 189 469	3 119 411
Autres infrastructures	11	2 214 180	665 532	1 925 795
Réseau d'électricité	12			
<b>Bâtiments</b>				
Édifices administratifs	13	3 825 000	114 066	40 987
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 649 400	799 795	3 093 839
Améliorations locatives	15			
<b>Véhicules</b>				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	398 000	178 232	229 069
Ameublement et équipement de bureau	18	637 000	141 594	779 758
Machinerie, outillage et équipement divers	19			82 116
Terrains	20		668 369	2 717 596
Autres	21			
	22	52 727 200	30 724 964	31 135 171

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

<b>Infrastructures existantes</b>				
Conduites d'eau potable	23		4 084 514	4 649 744
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		715 482	1 307 923
<b>Infrastructures pour nouveau développement</b>				
Conduites d'eau potable	27		1 301 130	55 339
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		2 758 064	238 547
	31		8 859 190	6 251 553

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	148 821 400	18 360 520	11 198 187	155 983 733
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	85 747		38 037	47 710
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	17 796 457		461 507	17 334 950
Autres	6				
	7	166 703 604	18 360 520	11 697 731	173 366 393
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	3 117 985	109 483	812 152	2 415 316
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10	85 860 997	11 649 989	5 207 899	92 303 087
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	67 720 222	2 057 339	3 056 902	66 720 659
	12				
	13	156 699 204	13 816 811	9 076 953	161 439 062
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	14	1 141 500	4 543 709	221 278	5 463 931
Autres tiers	15	8 862 900		2 399 500	6 463 400
Autres	16				
	17				
	18	10 004 400	4 543 709	2 620 778	11 927 331
Prêts					
	19				
	20	10 004 400	4 543 709	2 620 778	11 927 331
	21	166 703 604	18 360 520	11 697 731	173 366 393
Dettes en cours de refinancement	22	( )		( )	
	23	166 703 604	18 360 520	11 697 731	173 366 393

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>Budget 2011</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2010</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	1 033 176	1 032 941	832 518
Autres	3	15 454 270	15 217 905	13 334 041
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	18 626 654	18 626 650	18 094 377
Sécurité incendie	5	5 725 096	5 725 095	5 404 810
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	14 133 000	14 132 997	13 860 784
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	3 900 193	4 159 574	3 354 537
Matières résiduelles	12	4 189 390	4 189 389	3 521 111
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	791 765	824 237	787 864
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	405 907	376 159	421 908
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	68 986	71 815	68 896
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	11 000	9 254	10 342
Activités culturelles	23	401 163	417 616	397 372
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	64 740 600	64 783 632	60 088 560

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	44,00	35,00	4 081 246	948 593	5 029 839
Professionnels	2					
Cols blancs	3	149,76	33,75	6 215 164	1 477 665	7 692 829
Cols bleus	4	61,97	40,00	2 883 917	721 412	3 605 329
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	255,73		13 180 327	3 147 670	16 327 997
Élus	9	11,00		710 867	138 633	849 500
	10	266,73		13 891 194	3 286 303	17 177 497

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>Revenus de transfert</b>		
		<b>Gouvernement du Québec</b>	<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>Total</b>
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12	796 325	1 406 079	2 202 404
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14	275 022	333 513	608 535

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1	882 257	27	9 968	53	892 225	79	105		892 225	131	
Évaluation	2	1 032 941	28		54	1 032 941	80	106		1 032 941	132	
Autres	3	21 863 365	29	386 067	55	22 249 432	81	107	1 334 366	20 915 066	133	392 509
	4	23 778 563	30	396 035	56	24 174 598	82	108	1 334 366	22 840 232	134	392 509
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	18 626 650	31		57	18 626 650	83	109		18 626 650	135	
Sécurité incendie	6	5 725 095	32		58	5 725 095	84	110	7 276	5 717 819	136	
Sécurité civile	7	430 889	33		59	430 889	85	111		430 889	137	
Autres	8		34		60		86	112			138	
	9	24 782 634	35		61	24 782 634	87	113	7 276	24 775 358	139	
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 303 658	36	5 520 477	62	7 824 135	88	114	63 813	7 760 322	140	2 483 693
Enlèvement de la neige	11	6 319 575	37	21 374	63	6 340 949	89	115		6 340 949	141	5 638
Autres	12	1 487 144	38	897 131	64	2 384 275	90	116		2 384 275	142	148 949
Transport collectif	13	14 132 997	39	1 385	65	14 134 382	91	117		14 134 382	143	
Autres	14		40	131 747	66	131 747	92	118		131 747	144	
	15	24 243 374	41	6 572 114	67	30 815 488	93	119	63 813	30 751 675	145	2 638 280
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 889 884	42	2 663	68	1 892 547	94	120		1 892 547	146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 242 402	43	2 155 680	69	3 398 082	95	121	179 403	3 218 679	147	1 429 299
Traitement des eaux usées	18	2 455 699	44	9 703	70	2 465 402	96	122		2 465 402	148	21 308
Réseaux d'égout	19	961 708	45	2 667 909	71	3 629 617	97	123	33 840	3 595 777	149	1 150 050
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	4 554 797	46	4 132	72	4 558 929	98	124		4 558 929	150	
Matières recyclables	21	1 893 763	47	144 517	73	2 038 280	99	125	30 203	2 008 077	151	155 225
Autres	22		48		74		100	126			152	
Cours d'eau	23		49		75		101	127			153	
Protection de l'environnement	24	259 008	50	45 968	76	304 976	102	128		304 976	154	
Autres	25		51		77		103	129			155	
	26	13 257 261	52	5 030 572	78	18 287 833	104	130	243 446	18 044 387	156	2 755 882

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157	824 237	172		187	824 237	202		217	824 237	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	31 015	174		189	31 015	204		219	31 015	234
	160	855 252	175		190	855 252	205		220	855 252	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 268 035	176	132 407	191	3 400 442	206	3 802	221	3 396 640	236
Rénovation urbaine	162	29 538	177		192	29 538	207		222	29 538	237
Promotion et développement économique	163	71 815	178		193	71 815	208		223	71 815	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	3 369 388	180	132 407	195	3 501 795	210	3 802	225	3 497 993	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	9 063 586	181	1 467 695	196	10 531 281	211	2 104 488	226	8 426 793	1 450 469
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	3 753 025	182	334 805	197	4 087 830	212	34 478	227	4 053 352	242
Autres	168	2 065 048	183	178 976	198	2 244 024	213		228	2 244 024	243
	169	14 881 659	184	1 981 476	199	16 863 135	214	2 138 966	229	14 724 169	1 450 469
<b>Réseau d'électricité</b>											
	170		185		200		215		230		245
	171	105 168 131	186	14 112 604	201	119 280 735	216	3 791 669	231	115 489 066	7 237 140



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	30 724 964	31 074 992
<b>Frais de financement</b>	4		60 179
<b>Autres</b>	5		
	6	30 724 964	31 135 171

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	15 221 864	15 901 036
Redressement aux exercices antérieurs	2		684 000
Solde redressé au début de l'exercice	3	15 221 864	16 585 036
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	11 560 119	13 531 832
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(13 782 474)	(11 949 989)
Réserves financières et fonds réservés	8	(800 000)	(2 945 015)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	2 300 258	
	11	(722 097)	(1 363 172)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	14 499 767	15 221 864
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	36 478 275	33 705 867
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	36 478 275	33 705 867
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(39 989)
Activités d'investissement	17	(5 746 072)	(9 137 592)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	13 782 474	11 949 989
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	8 036 402	2 772 408
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	44 514 677	36 478 275
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	14 350 249	11 545 565
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	14 350 249	11 545 565
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 331 012	4 298 564
Activités d'investissement	27	(1 523 258)	(4 561 670)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	800 000	2 945 015
Financement des investissements en cours	29	4 005 074	122 775
	30	7 612 828	2 804 684
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	21 963 077	14 350 249

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ( )	( )
Autres	40 ( )	( )
	41 ( )	( )
Diminution de l'exercice		
	42	
	43	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	44 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	45 1 186 282	3 935 519
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 1 186 282	3 935 519
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 2 703 677	(2 626 462)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49 (2 300 258)	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51 (4 005 074)	(122 775)
	52 (3 601 655)	(2 749 237)
	53	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	54 (2 415 373)	1 186 282
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
Solde au début de l'exercice	55 231 123 811	208 309 218
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 231 123 811	208 309 218
Variation de l'exercice	58 12 136 705	22 814 593
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	59 243 260 516	231 123 811

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>                    </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>                    </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>                    </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>                    </u> 4	<u>                    </u>
	5	<u>                    </u>
Diminution	<u>                    </u> 6	<u>                    </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>                    </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Redressement aux exercices antérieurs (note 18)</b>	<b>Règlements d'emprunt fermés</b>		<b>Utilisation de l'exercice</b>	<b>Transferts</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
			<b>Activités de fonctionnement</b>	<b>Activités d'in- vestissement</b>			
Montant non réservé	1 3 100 783	2	3	4 103 841	5	6 797 538	7 2 407 086
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 3 100 783	16	17	18 103 841	19	20 797 538	21 2 407 086

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7   □ 2   □ 4   □ 1 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7   □ 2   □ 4   □ 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 5   □ 3   □ 9   □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 0   □ 9   □ 8   □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 4   □ 4   □ 8   □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7   □ 2   □ 4   □ 1 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Égout	2	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Eau et égout	3	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ 1 ][ 5 ][ 0 ] , [ 0 ][ 0 ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ][ ] , [ ][ ][ ][ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Réfection réseau routier - fixe	75,0000	7	Unité d'évaluation
Réfection réseau routier - logement	30,0000	7	Logement
Réfection réseau routier - case	30,0000	7	Case de stationnement
Eau aqueduc égout - résidentiel			
0 à 200 mètres cubes	,5560	7	par mètre cube
201 à 400 mètres cubes	,7250	7	par mètre cube
401 à 600 mètres cubes	,9050	7	par mètre cube
601 à 800 mètres cubes	1,0730	7	par mètre cube
801 mètres cubes et plus	1,2400	7	par mètre cube
Eau aqueduc égout - commercial- industri			
0 à 20 000 mètres cubes	,7170	7	par mètre cube
20 001 à 40 000 mètres cubes	,7340	7	par mètre cube
40 001 mètres cubes et plus	,7560	7	par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	\$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	12 845 \$	_____
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	_____	20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 2001 boul. Rome  
 (no) (rue)  
Brossard J4W 3K5  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 923-6304  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel patrick.quirion@brossard.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Patrick Quirion

Téléphone (450) 923-6304  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel patrick.quirion@brossard.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Samson Bélair / Deloitte & Touche sencrl

Titre Comptables agréés

Adresse 4605-A boulevard Lapinière, bureau 200  
 (no) (rue)  
Brossard J4Z 3T5  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-8101  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
 (no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1 .....  
2 .....  
3 \_\_\_\_\_

**CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_  
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de  
la péréquation de 2013 sont exacts.

\_\_\_\_\_  
(Signature)

\_\_\_\_\_  
(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-10 10:11:16

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------

**TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, atteste que le rapport financier  
(Nom)  
de Brossard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors  
(Nom de l'organisme)  
de la séance du conseil du \_\_\_\_\_, a été transmis de façon électronique au  
(Date)  
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le \_\_\_\_\_.  
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 23 462 183 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel  
à la page S34 ligne 4 est de 86 673 910 \$

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Dernière modification avant dépôt : 2012-04-10 10:11:16

Dernière modification : 2012-04-10 10:11:16

Réservé au ministère

321 822 664	23 462 183	86 673 910	1,0099
-------------	------------	------------	--------

## RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

### Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
  1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
  2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
  3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);  
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
  4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
  5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);  
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
  6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

### Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1<sup>er</sup> étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

### Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)